

Le lycée de Rochefort Montagne : au cœur des volcans d'Auvergne et de la transition agroécologique

Patrice Cayre, animateur Resothem de l'enseignement agricole Septembre 2018

Au cœur du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne, la ferme de l'établissement de Rochefort Montagne s'étale sur 110 hectares dont seulement une vingtaine se trouve à proximité du siège de l'exploitation. Elle possède deux troupeaux conduits en agriculture biologique : un premier de 34 vaches en majorité de race Holstein en système bovins lait ; un second de 300 brebis de race Rava en système ovin viande. Depuis le début des années 1990 et la création d'une nouvelle stabulation, une fromagerie à vocation essentiellement pédagogique transforme 3000 litres de lait pour produire de la Fourme de Rochefort et des yaourts.

*L'environnement de cet établissement présente des enjeux majeurs en matière de conservation des zones humides, de gestion de la biodiversité et de maintien de paysages ouverts sur les plateaux et volcans d'Auvergne. Aussi, l'articulation et **l'inscription d'une gestion conservatoire de la biodiversité dans la production** sont des préoccupations majeures qui orientent les expérimentations, les initiatives et les partenariats des équipes techniques et les activités et projets pédagogiques des équipes enseignantes. Cet ensemble se concrétise notamment autour de trois thématiques – la gestion de l'alimentation des bovins lait, le pastoralisme dans la chaîne des Puys et la gestion des puits de carbone et des services écosystémiques – que nous choisissons ici de mettre en perspective. Ces actions sont des supports pédagogiques pour les 160 élèves et étudiants de l'établissement (2^{nde}, 1^{ère} et Terminale professionnelle CGEA et GMNF, 2^{nde}, 1^{ère} et Terminale STAV et BTSA GPN).*

1. Un travail sur l'alimentation des animaux

Les observer autrement

La conversion en agriculture biologique des deux systèmes de production s'est faite en 2000 pour les ovins et singulièrement à l'initiative de l'équipe enseignante du secteur « aménagement » en 2009 pour les bovins. Pour ce dernier troupeau, après dix années, Cédric Boussof, le tout récent directeur d'exploitation estime qu'aujourd'hui « *les prairies ont achevées leur conversion en bio* ». Toutefois, par une nouvelle façon d'observer les animaux, de comprendre leurs comportements et de gérer leur alimentation il affirme aussi que « *les animaux sont encore en train de se convertir et de vivre le passage au bio* ».

Ce constat et ces réflexions s'inscrivent en partie en continuité avec un travail et des expérimentations conduites sur l'exploitation en collaborations avec Vetagrosup (VAS) et l'association « Eleveurs autrement »¹. Il s'agissait de comparer une méthode d'analyse scientifique « traditionnelle » sur l'alimentation du troupeau avec celle, plus empirique et basée sur des critères et des indicateurs comportementaux des animaux – la méthode Obs'alim - qui oblige l'éleveur à un certain déplacement de son rapport et attachement au vivant. En outre, il s'agit pour le DEA de reconsidérer les animaux où « *la vache n'est pas*

¹ L'association « Eleveurs autrement » est une émanation de la « maison des paysans », association auvergnate d'éleveurs depuis disparue. Elle regroupe environ 300 membres, s'appuie sur des principes proches de la biodynamie et dont le principal mot d'ordre pourrait être « pour agir, qu'est ce que nous dit le vivant ».

qu'un pis » et de ne pas s'en tenir à l'observer « uniquement en salle de traite » mais « à la regarder aussi dans la stabulation ».

Outre certaines difficultés techniques et de changement de pratique, ce projet a eu notamment pour effet, dit le DEA, de changer le comportement des animaux « plus apaisés » et désormais plus aptes aujourd'hui à « accueillir » les élèves. Ce travail partenarial d'expérimentation pour ajuster les rations alimentaires et la façon de les apporter aux animaux, a également constitué un « terrain » d'apprentissage pour les élèves de bac pro CGEA encadrés en petits groupes par des élèves ingénieurs de VAS qui ont pu comparer les résultats entre diagnostic scientifique et Obs'alim et repérer leurs limites et leurs intérêts. L'ambition était d'apprendre aux élèves à déplacer leurs regards sur des animaux qui ne sont plus seulement pris sous l'angle de quelques critères liés à la production, mais qu'il faut saisir par d'autres attributs pour en saisir « la globalité ». Pour le DEA, ce travail avec les élèves a pu contribuer à « la reconquête de l'exploitation par les élèves » et une façon pour eux « de se l'approprier ».

Gérer les prairies

Au lycée de Rochefort, l'alimentation des animaux passe par l'herbe et les prairies permanentes. Or la disponibilité de cette ressource présente des difficultés. La première tient du peu de surface de prairies à proximité de l'exploitation ; cette organisation du foncier et l'absence de traite mobile limite le pâturage sur des prairies plus éloignées par des animaux en production. La seconde raison relève des sécheresses de plus en plus courantes qui limitent et/ou empêchent la production de regain. La dernière raison est que comme l'ensemble du territoire auvergnat, l'exploitation de Rochefort est soumise à la pression croissante des campagnols terrestres capables de réduire drastiquement les surfaces fourragères et de créer des problèmes d'ordre sanitaires notamment au niveau de l'atelier de transformation fromagère en lait cru (problème de Listéria). Signe de l'intensification de la production d'herbe, de la simplification des paysages (agrandissements des parcelles et arasement des haies, disparition des parcelles de production végétale ...), l'exploitation est un des sites pilotes d'un réseau de suivi et lutte contre ce rongeur et est encadré par VAS.

2 - Le pastoralisme : devenir un centre de ressources

L'exploitation de Rochefort dispose d'un troupeau ovins viande « mobile » : il pâture essentiellement sur des sectionaux² comme ceux du site de Recoleine au pied et en contrefort de la chaîne des Puys. Ce mode de pâturage fait l'objet d'une convention entre l'établissement, le PNR des volcans d'Auvergne (PNR VA), le Conseil Départemental du Puy de Dômes et les élus des sections. Elle participe d'une politique qui vise en particulier à restaurer la biodiversité de paysages ouverts par le pastoralisme, arguments mis en avant dans le cadre de la candidature « site UNESCO chaîne des Puys et faille de Limagne ». La garde et le suivi du troupeau sont confiés à un berger rémunéré par le PNR, la fondation « chaîne des Puys » et le département 63.

Outre ces enjeux, ces espaces sectionaux, un temps disqualifiés et enfrichés, se présentent aussi comme une ressource pastorale de production; pour le DEA il s'agit « de montrer que

² Un sectionnal est un bien collectif dont la jouissance revient aux habitants d'une section de commune déclarés comme des ayants droits (ils doivent habiter le lieu). Les habitants de la section ne sont pas propriétaires des **biens sectionaux**. Ces **biens** sont distincts de ceux de la commune. Les sectionaux sont encore très présents dans le Massif central en particulier en Auvergne.

les espaces pastoraux constituent des espaces fourragers ». Au travers de cette expérience qui est encore à l'état de test, l'équipe de Rochefort cherche à produire des références, pour en permettre la diffusion auprès des éleveurs locaux. Pour cela, dans les 2 à 3 années à venir, elle projette d'accompagner un agriculteur en mettant à sa disposition certaines parcelles conventionnées.

Réinscrire la conservation de la biodiversité dans un système de production est un enjeu fort de la transition agroécologique ; mais il manque encore de références. Aussi, l'équipe de Rochefort envisage à partir de ce projet et de ceux qu'ils imaginent déjà, de devenir à terme, un centre de ressources sur le pastoralisme.

3 - Un système de production dans un écosystème

Gérer les zones humides

Outre l'agriculture biologique et le pastoralisme, plusieurs autres actions autour de l'exploitation participent de la transition agroécologique. Le site de Rochefort Montagne est particulièrement riche en prairies et zones humides, en cours d'eau qui constituent un écosystème, « biodiversifié » et à la base de la production agricole. Plusieurs constats orientent les actions engagées par l'équipe et leurs étudiants et elles concourent à la restauration de la « trame bleue », inscrit dans les missions du PNR VA en charge de la mise en œuvre des « trames vertes et bleues ».

En particulier, un ensemble d'actions ont été engagées sur les abords des rivières pour faciliter leur franchissement par les troupeaux et favoriser les zones d'abreuvement, tout en évitant les dégradations par piétinement et leurs conséquences sanitaires sur les animaux et celles sur la qualité de l'eau. Les choix peuvent être contrastés selon les zones humides : elles peuvent être mises en défend afin d'être préservées et d'éviter certaines parasitoses sur le troupeau bovin. A contrario, d'autres, d'origine anthropique, peuvent être drainées afin d'améliorer leur valeur fourragère.

Le diagnostic, les orientations et les travaux sont pris en charge par les élèves de 2^{ème} année du BTSA GPN dans le cadre du module M53 « opération de génie écologique » (cf encart : l'action des élèves sur les zones humides). Ils sont accompagnés par leurs enseignants et par l'équipe sur l'exploitation.

Piéger le carbone : un nouvel atelier de l'exploitation agricole !

Un nouvel atelier centré sur les services écosystémiques rendus par l'agriculture a récemment vu le jour sur l'exploitation. Selon le DEA, le piégeage du carbone est une manière d'anticiper l'augmentation des taxes carbone prévue d'ici deux ans. Ce nouvel atelier est animé par une enseignante tiers temps Sylvie Hausard. Il est structuré par des actions portant sur les nombreuses haies de frênes qui entourent les prairies de l'exploitation : Leur remise en production permettra non seulement de stocker à nouveau du carbone, mais de produire de la plaquette qui peut être utilisée comme matériau pour la litière des génisses ou des ovins. Elles ne sont pas seulement gérées comme des puits de carbone et comme des sources de biodiversité ; elles sont également utilisées comme fourrage d'appoint et comme matériau pour la litière des génisses après broyage. Les quantités produites sont cependant limitées et le DEA s'interroge alors, dans une perspective d'être plus autonome vis-à-vis d'intrants : « *on n'a pas assez de plaquettes ... mais est ce qu'on n'a pas trop de vaches ?* ».

Ces actions sont reconnues comme un véritable atelier de l'exploitation. D'une part, elles sont en relation avec les autres ateliers, et elles ont alors des conséquences sur le

fonctionnement global du système. En particulier la litière des génisses nécessite des opérations techniques et des supports matériels pour produire les copeaux ; elle produit également du fumier en lieu et place d'un lisier qui favorise les plantes à pivot comme les pissenlits dont sont particulièrement friands les campagnols terrestres. D'autre part ce statut d'atelier tient de l'ambition affichée par le DEA de ce qu'il devra être en mesure de dégager un revenu.

Conclusion : l'exploitation support des activités pédagogiques

L'ensemble de ces ateliers qui structurent le système de production donne lieu à de multiples activités pédagogiques où les équipes enseignantes et de l'exploitation ont coutume de passer « commande » auprès des élèves dans le cadre de projets. Ils doivent établir des diagnostics, faire des propositions et les mettre en œuvre. L'ambition est de replacer les élèves au contact de l'exploitation agricole et est accompagnée par le tiers temps. Plus globalement, ces activités proposent aux publics en formation de réfléchir à la façon de réinscrire des préoccupations environnementales et écologiques dans le système de production ; elles permettent en outre à ces publics de renouveler, par l'expérience et l'enquête, les manières de se confronter au vivant.

Encart

Un diagnostic complet, comprenant des inventaires faunistiques a été réalisé afin de déterminer certains points noirs avec l'enseignant d'aménagement et dégager les principales pistes d'action. Leur conception et mise en œuvre se fait par groupes et porte sur des objets différents. La réalisation du chantier a associé six classes (88 apprenants), sous la houlette des étudiants et de leurs enseignants.

Groupe 1. Préservation des mares et des zones humides.

Les actions réalisées ou en cours visent à rehausser les niveaux d'eau, à poser un seuil pour augmenter le nombre d'espèces et éviter le gel en hiver. Il a été envisagé de créer une nouvelle mare. Un ensemble d'opérations techniques ont également été réalisées afin de mettre en défend le site pour éviter le piétinement par les animaux.

Groupe 2. Eviter l'érosion des berges et ripisylves

Les étudiants ont posé des fascines sur d'anciens points d'eau afin d'éviter l'altération des berges et favoriser leur revégétalisation. Ils ont également été amené à réfléchir sur les nouveaux lieux d'abreuvement, à réaliser certains abreuvoirs et à en ajuster d'autres par la pose d'un peigne dans un abreuvoir accidentel par exemple. Enfin, ce groupe travaille également pour anticiper le méandrage des cours d'eau en renforçant les systèmes racinaires.

Groupe 3. Passerelles.

Le passage à gué des animaux est une pratique interdite. Pour le groupe alors de suggérer les zones de passage à privilégier et de concevoir et de réaliser des passerelles praticables à la fois pour les hommes et les animaux.

Groupe 4. Clôtures.

L'utilisation de clôtures barbelés est remise en cause par l'Agence de l'eau « Loire Bretagne », financeur du projet dans lequel toutes ces actions s'inscrivent ; elle impose de

reculer les clôtures et d'utiliser des fils électriques. Pour le groupe, il s'agit d'en penser l'organisation, de remettre en état ce qui mérite de l'être, et de remplacer pour certaines parcelles les barbelés par des clôtures électriques.

Groupe 5. Abreuvement sur les cours d'eau

Pour le groupe, il s'agit de repenser les sites d'abreuvement qui représentent un risque de contamination en aval par les déjections animales. Ils ont conçu et créé des zones en descente pour l'éviter. Par ailleurs, ils doivent concevoir de nouvelles formes d'abreuvoirs en zone humide sur le principe d'une canalisation de l'eau plus en aval